

Zaventem, le 26 septembre 2019

## **Recours des Unions des Villes & Communes Wallonne et Bruxelloise contre l'accord sectoriel ... Un peu de décence svp !**

Nous apprenons par les médias que ces deux organisations déposent recours devant le Conseil d'Etat contre notre accord sectoriel.

Le motif semble être – nous ne le saurons avec précision que lorsque nous aurons le recours devant les yeux – un problème (selon ces deux organisations) de subsidiation des mesures de correction barémique ... qu'elles nomment erronément revalorisations barémiques, **ce qu'elles ne sont pas**.

Vous devez savoir que seul le Conseil de Bourgmestres DOIT être CONCERTÉ en telle matière ; **qu'il l'a été ; et qu'il a donné son ACCORD à cet accord sectoriel**.

Vous devez aussi savoir que les deux organisations déposant ce recours ont cependant été informées **d'un bout à l'autre de cette longue négociation de deux ans** – en plus d'être parfois présentes aux différentes réunions, mais représentées par un troisième couteau - et N'ONT JAMAIS émis le MOINDRE commentaire !

Il est désolant de constater que ces « politiques » n'ont jamais eu aucune objection quant au fait que les policiers étaient moins payés – pour certaines échelles – que leurs collègues de la Fonction publique dans l'échelle de référence. Durant toutes ces années depuis 2001, jamais on n'a entendu une remarque à ce sujet d'une de ces organisations non plus que des femmes et hommes politiques qu'elles représentent, bien au contraire (rappelez-vous les attaques à l'égard de notre système indemnitaire et allocatif) ...

Comment ne pas avoir le sentiment qu'on utilise ce dossier pour mettre le futur gouvernement fédéral sous pression afin de revoir le financement des zones de police ? Mais il eut fallu avoir au moins la décence de ne pas viser un tel but sur le dos des membres du personnel du secteur policier. Qu'ils aient le courage de régler les problèmes politiques de cette nature entre « politiques ».

Pour l'heure, impossible d'évaluer à quoi pourrait aboutir un tel recours.

**Le SLFP Police déplore AMEREMENT que ces deux organisations jouent d'un moyen ne visant qu'un but politique, au risque de l'intérêt des membres du secteur policier qui servent tous les jours la population de ces villes et communes !**

Vincent Gilles  
*Président National*  
+32475304864

Vincent Houssin  
*Vice-Président National*  
+32485184952

